

L'Allemagne en Europe, entre Pékin et Moscou



CERCLE ORION

Pragmatique ou cavalier seul ?

La politique menée par le Chancelier allemand Olaf SCHOLZ interroge, en France, quant à la coopération européenne et au maintien de ce qu'on appelle ici le « couple » et, outre-Rhin, le « moteur franco-allemand ». À la suite d'une série de désaccords entre le Chancelier et le Président de la République Emmanuel MACRON, le Conseil des ministres franco-allemand qui devait se tenir à Fontainebleau le 26 octobre a été repoussé à janvier prochain et remplacé par un déjeuner de travail des deux hommes à l'Élysée sans conférence de presse. De nombreux commentateurs s'interrogent dès lors sur l'état de tension qui semble régner entre les deux dirigeants.

Par Thibault HERRMANN

Des décisions de politique intérieure qui rendent l'Allemagne vulnérable aux aléas géopolitiques...

Dans le domaine de l'énergie, les divergences de vue entre la France et l'Allemagne sont connues. Il a été décidé sous Angela MERKEL que l'Allemagne se passerait du charbon en 2038. Combinée à la sortie du nucléaire, cette politique induit une dépendance croissante au gaz fourni par la Russie. En effet, les énergies renouvelables (solaire et éolienne surtout), produites de manière intermittente, nécessitent l'appui d'une énergie dite « de base », disponible en permanence, couvrant au minimum 20% à 30% des besoins instantanés.

En conséquence, l'Allemagne a soutenu les projets de gazoducs depuis la Russie, notamment « NordStream 2 ». La Russie cherche à approvisionner l'Europe en contournant l'Ukraine pour des raisons qu'il n'est plus possible d'ignorer depuis le 24 février dernier. Ce projet suscitait l'opposition des pays d'Europe de l'Est anciennement sous le joug soviétique ainsi que du gouvernement américain qui a infligé via le Congrès des sanctions économiques aux entreprises participant au projet. Pour autant, Berlin a su compter sur l'influence de certains de ses citoyens notamment l'ancien Chancelier social-démocrate Gerhard SCHRÖDER, nommé directeur de la société exploitante du gazoduc et disposant d'un poste important chez les géants russes du pétrole Rosneft et du gaz Gazprom.

Les explosions du 26 septembre dernier ayant rendu inutilisable le gazoduc, combinées aux sanctions européennes contre la Russie auxquelles l'Allemagne a bien voulu consentir, ont rendu nécessaire un approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) américain. Celui-ci est transporté par des navires gaziers jusqu'à

des terminaux portuaires dont la construction nécessite des investissements supplémentaires.

Le Chancelier, ancien maire de Hambourg, a par ailleurs validé la prise de participation financière du groupe chinois Cosco à hauteur de 25% dans l'un des terminaux du port de cette ville hanséatique. Cette décision est instantanément perçue comme accroissant la dépendance à l'égard d'une puissance dont on sait qu'elle convoite les infrastructures de communication et d'échanges en Europe, à l'instar du port du Pirée en Grèce.

L'Allemagne a manifestement choisi de se placer au carrefour de plusieurs puissances pour ne pas dépendre d'une seule d'entre elles. Cependant, lorsqu'une puissance économique ou commerciale fait défaut, l'Allemagne se retrouve de fait en porte-à-faux à l'égard de ce que devraient lui dicter ses engagements politiques en faveur d'une coopération européenne sans cesse plus approfondie.

... et qui interrogent sur l'engagement européen de Berlin vu l'importance de ses liens avec d'autres puissances.

Pour soulager la hausse des prix causée par la raréfaction de l'offre à la suite de la guerre menée par la Russie, le gouvernement fédéral allemand a annoncé fin septembre un plan d'aide de 200 milliards d'euros. Ce dispositif a pour conséquence d'alléger la pression sur les consommateurs de gaz allemands, surtout l'industrie, et donc de créer une distorsion de concurrence avec les autres pays du marché intérieur européen. En conséquence, la France et l'Italie ont critiqué cette mesure qui aurait dû *a minima* faire l'objet d'une concertation au niveau européen – mais le fait était accompli.

Dans le domaine militaire, la coopération de défense dans le cadre de l'OTAN avec les Etats-Unis, dont l'Allemagne héberge les plus importantes bases en Europe, semble mettre à mal les projets industriels européens. Le projet d'avion franco-allemand SCAF, lancé en 2017 et prévu pour une mise en service en 2040, a récemment pris du plomb dans l'aile. En effet, l'Allemagne a manifesté son intention, en mars 2022, d'acquérir des avions F-35 américains qui couvrent partiellement les besoins militaires faisant l'objet du développement du SCAF. Face à cette situation déstabilisante, le ministre français Sébastien LECORNU a réaffirmé le 22 septembre avec son homologue allemande que le projet SCAF était un « projet prioritaire ».

Enfin, et c'est le critère déterminant dans la brouille diplomatique actuelle, la politique d'Olaf SCHOLZ à l'égard de la Chine n'est pas acceptée par Paris. Pourtant, l'actuelle ministre des Affaires étrangères allemande, Annalena BAERBOCK, issue du parti écologiste, a plusieurs fois affirmé que la Chine était un adversaire systémique de son pays. Elle a affirmé qu'elle souhaitait « *ne plus dépendre d'un pays qui ne partage pas [ses] valeurs* » pour ne pas se rendre « *politiquement vulnérable au chantage* ». Malgré cela, en l'espace d'une semaine, deux événements abondent dans le sens d'une fuite en avant de SCHOLZ dans les bras de la Chine.

En sus de la décision relative au port de Hambourg, la visite du Chancelier à Pékin, le 04 novembre, a été interprétée par l'exécutif français, selon le média *Politico*, comme légitimant de façon trop appuyée le nouveau mandat de Xi Jinping moins de deux semaines après sa réélection à la tête du parti unique.

Si l'Allemagne a souhaité se rendre indépendante du chantage russe au gaz, il importe de savoir si la politique du Chancelier SCHOLZ répond à une stratégie de liens

multiples avec des acteurs pouvant certes exercer un tel chantage mais dont l'équilibre permet à la première puissance économique de l'UE de peser pour ne pas voir ses intérêts menacés. Si cette hypothèse se confirmait, la prééminence de la coopération européenne, la priorité donnée aux échanges intra-européens et les projets menés avec la France risqueraient d'en souffrir durablement.

Par ailleurs, les pays ayant accédé à l'Union européenne à la suite des élargissements postérieurs à la chute du communisme, partenaires commerciaux privilégiés de l'Allemagne, du fait du plus faible coût de la main d'oeuvre qu'en Europe occidentale, risquent de voir d'un mauvais œil cette politique compte tenu de leurs liens privilégiés avec les Etats-Unis en matière de défense et de politique étrangère. À titre d'exemple, la Lituanie, fermement ancrée dans la défense de l'OTAN devant la menace russe, a ouvert un bureau de représentation taïwanaise en 2021, en cohérence avec la politique américaine vis-à-vis du conflit entre Pékin et Taipei. Depuis lors, la Chine refuse d'appliquer les tarifs douaniers réglementaires de l'OMC aux produits lituaniens ce qui a valu une plainte de la Commission européenne. Là encore, il s'agit d'un point que le gouvernement allemand devra tôt ou tard éclaircir avec ses partenaires européens.

En définitive, prisonnière bon gré mal gré de la Russie en amont pour son énergie et de la Chine en aval pour ses débouchés, l'Allemagne suit une stratégie nationale assumée de puissance économique, au grand dam de l'unité et des intérêts européens qui imposent, à l'heure des impérialismes anti-occidentaux, d'ancrer une politique commune de valeurs et de souveraineté. La France, pleinement légitime pour ce faire, se doit le lui rappeler. ■

Nos recommandations

pour réancrer la place de l'Allemagne dans l'Europe aux côtés de la France

Clarifier l'agenda franco-allemand pour les années à venir

Pour obtenir des réassurances et concrétiser les projets communs déjà engagés.

Définir un référentiel européen des infrastructures critiques

Afin de prémunir le marché intérieur de tentatives d'entrave stratégique à son fonctionnement et à l'approvisionnement des Européens.